



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 17 avril 2024

Politique étrangère et européenne	1
Moyen Orient	1
Propos d'Elina Valtonen	1
Gouvernement.....	2
Le gouvernement a présenté les résultats des négociations sur le cadre budgétaire : des coupes dans les dépenses de 1,6 Mrds d'euros et des augmentations fiscales de 1,8 Mrds d'euros	2
L'opposition critique les coupes budgétaires du gouvernement	4
Partis politiques.....	4
Sondage.....	4
Le PSD a dépassé le Parti de la coalition nationale en tant que parti le plus populaire	4
Société.....	5
Augmentation du nombre d'immigrés sans domicile fixe.....	5

Politique étrangère et européenne

Moyen Orient

Propos d'Elina Valtonen

Selon la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, la situation après les attaques iraniennes semble toujours très grave, malgré la défense réussie d'Israël et de ses partenaires. Elle relève avoir transmis, hier mardi, à son homologue israélien Israël Katz la position de la Finlande qui est celle de condamner l'attaque de l'Iran et de ne pas à proprement parler encourager Israël à une contre-attaque.

« Nous souhaitons une modération de toutes les parties et plutôt des pas vers une désescalade et un apaisement et une stabilisation de la situation. »

Valtonen indique qu'elle est consciente de l'appel de son homologue israélien pour l'instauration de sanctions contre le programme de missiles de l'Iran, et que la question devait être évoquée lors de la réunion des ministres européennes des Affaires étrangères. « La Finlande est bien sûr prudemment favorable en la matière. »

Valtonen n'identifie pas de division précise à l'intérieur de l'UE et estime que, sur la plupart des questions liées au Moyen Orient, les pays membres sont unanimes.

Elle estime que, concernant la question de savoir si la législation internationale et le droit humanitaire ont éventuellement été dépassés, il convient plutôt que d'avoir une évaluation politique, laisser la décision aux spécialistes du droit international.

Valtonen précise que la Finlande est un partenaire d'Israël à bien des égards et qu'elle reconnaît, à l'instar de l'UE, dans le respect de se défendre dans le cadre du droit international.

En même temps, la situation humanitaire à Gaza est au bord de l'effondrement. Selon Valtonen, « nous avons bien sûr le droit et l'obligation de s'occuper de ce que les civils soient encore une fois protégés et que le droit humanitaire se réalise véritablement. Il y a des signes dans le sens que cela n'ait pas tout le temps été le cas. »

Selon elle, la Finlande a contribué à la situation des civils dans la région en faisant appel à Israël de manière bilatérale et par l'intermédiaire d'organisations telles que l'UE et l'ONU.

Avec les Etats membres, la Finlande a exigé un cessez-le-feu humanitaire à Gaza. Valtonen indique que la Finlande a également demandé à Israël de livrer de l'aide humanitaire sur place, condamné les violences dans les colonies et soutenu les sanctions de l'UE concernant les Israéliens en ayant commis dans les colonies.

« Dans la politique finlandaise en matière d'Israël, il n'y a aucune contradiction, même si elle pourrait en donner l'impression », dit Valtonen.

HS

Gouvernement

Le gouvernement a présenté les résultats des négociations sur le cadre budgétaire : des coupes dans les dépenses de 1,6 Mrds d'euros et des augmentations fiscales de 1,8 Mrds d'euros

Le gouvernement a décidé de mettre en place des coupes importantes dans les dépenses des services sociaux et de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, et de durcir considérablement la fiscalité.

Les coupes dans les dépenses publiques

Concernant les régions de santé, un nombre de mesures d'économie et d'augmentation de frais pour les patients sont prévues. Le ratio de soignants par patients des EHPAD sera diminué de 0,65 à 0,6 (soit de 13 soignants pour 20 patients à 12), ce qui engendrera d'abord une économie de 45 millions d'euros, et de 119 millions d'euros à partir de 2028 du fait qu'à cette date-là, le ratio aurait dû passer à 0,7.

Le délai d'accès obligatoire aux soins publics de médecine générale, actuellement défini à 14 jours, passera à trois mois. Concernant les soins dentaires, ce délai passera de quatre mois actuellement à six. Ces mesures devraient engendrer des économies de 130 millions d'euros.

Le reste à charge des soins sera augmenté, en mettant l'accent sur les soins spécialisés, ce qui rapportera 100 millions d'euros.

Les services proposés par les services sociaux et les soins spécialisés de santé seront restreints ce qui engendrera respectivement des économies de 100 millions d'euros (à compter de 2026 pour les services sociaux) et de 70 millions d'euros (pour les soins spécialisés, ce qui veut dire les hôpitaux).

Concernant la formation, le gouvernement diminuera de 100 millions d'euros le financement de la formation professionnelle de ceux qui disposent déjà d'un diplôme.

L'allocation logement des étudiants sera modifiée de façon à l'intégrer de nouveau dans l'allocation étudiant, ce qui engendrera des économies de 57 millions d'euros.

La gratuité des livres scolaires et d'autres matériels est restreinte de façon à couvrir les frais seulement jusqu'à l'année des 18 ans des élèves. Economie : 12 millions d'euros.

Concernant les allocations de sécurité sociale, l'indemnité journalière au titre de l'arrêt maladie sera revue avec un accent sur les classes de revenus les plus élevés, ce qui permettra d'économiser 60 millions d'euros.

La franchise concernant les médicaments sera redéfinie de façon à ce que les frais sont entièrement à la charge du patient jusqu'à 70 euros au lieu de 50 euros. Les économies devraient s'élever à 20-25 millions d'euros.

Certaines majorations dans l'allocation chômage seront abandonnées, comme prévu dans le programme gouvernemental : économie de 24 millions d'euros.

L'âge minimum de la pension minimale et de l'allocation rééducation passera de 16 ans à 18 ans afin de permettre des économies de 46 millions d'euros.

Mettre fin au versement à l'étranger de la pension au titre du minimum vieillesse permettra d'économiser 38 millions d'euros.

Une diminution de l'allocation logement des retraités permettra des économies de 25 millions d'euros par an.

Les **autres économies** concernent notamment l'aide au développement (50 millions d'euros en plus de ce qui avait déjà été décidé auparavant) et l'aide à l'intégration (63 millions d'euros).

Les allocations à Business Finland seront aussi notamment grevées de 20 millions d'euros.

Les augmentations d'impôts

- Le taux général de TVA passera de 24 % à 25,5 % ce qui rapportera 1,2 milliard d'euros. L'augmentation de la TVA entrera en vigueur dès cette année.
- Le taux de TVA sur les bonbons et chocolats passera de 14 % à 25,5 %. Cela rapportera 85 millions d'euros.
- L'impôt sur les revenus de pension de la retraite va être durci. Ce durcissement ne s'appliquera pas aux petites pensions, mais commencera pour ceux qui touchent 23 000 euros par an. Cela rapportera 200 millions d'euros. Environ la moitié des retraités ne seront pas concernés par cette hausse d'impôts.
- Pas de mise à jour de l'indice de l'impôt sur les revenus pour les deux tranches supérieures du barème fiscal. L'augmentation s'appliquera aux personnes gagnant plus de 88 200 euros par an en 2025. Cela rapportera 60 millions d'euros.
- Suppression de l'aide fiscale à l'épargne retraite volontaire. Cela rapportera 40 millions.
- Réduction des allocations de ménage de 100 millions d'euros.
- Suppression de l'allocation de formation des employeurs. Cela rapportera 14 millions d'euros.
- Augmentation supplémentaire de l'impôt sur le tabac qui rapportera 44 millions d'euros.
- Augmentation supplémentaire de l'impôt sur les boissons non alcoolisées qui devrait rapporter 27 millions d'euros.
- L'impôt sur les spiritueux sera indexé. Cela rapportera 16 millions d'euros.
- Augmentation de 46 millions d'euros de la taxe sur les véhicules électriques et les hybrides. En même temps, les aides fiscales pour les voitures d'entreprise entièrement électriques seront prolongées de quatre ans (ce qui engendre 26 millions d'euros de perte de revenus fiscaux).
- Réduction de l'aide fiscale aux voitures de tourisme de 15 millions d'euros.

Concernant les investissements, le gouvernement prévoit des allègements fiscaux pour des projets de transition écologique, à hauteur de 150 millions d'euros au maximum par projet.

Un investissement de 300 millions d'euros sera prévu pour le nouvel acteur d'investissement de capitaux qui devrait être créé cette année en combinant quatre instances de fonds d'investissements.

Une augmentation de 194 millions d'euros est prévue dans les crédits de R&D.

Par ailleurs, 5 millions d'euros sont prévus pour le bien-être des enfants et adolescents, 5 millions d'euros pour la prévention du harcèlement scolaire et 5 millions d'euros pour l'amélioration de l'emploi des femmes d'origine immigrée.

IS

L'opposition critique les coupes budgétaires du gouvernement

Le gouvernement a annoncé mardi de nouvelles réductions de dépenses et augmentations d'impôts pour un total d'environ 3 milliards d'euros l'année prochaine. Les politiciens de l'opposition considèrent que ces réductions aggravent la situation des personnes défavorisées et compromettent les services sociaux et de santé destinés aux Finlandais.

Tytti Tuppurainen, présidente du groupe parlementaire du plus grand parti d'opposition le PSD, déclare que le gouvernement du Premier ministre *Petteri Orpo* (Coalition nationale) entraîne la Finlande dans une spirale de réductions injustes.

Selon *Tuppurainen*, les économies importantes réalisées dans le cadre de la série de mesures montrent que les fondements de la politique économique du gouvernement ont échoué. *Tuppurainen* affirme que le gouvernement n'a pas pris les moyens de répartir équitablement le fardeau de l'ajustement dans la révision du cadre budgétaire.

Le président du PSD, *Antti Lindtman*, s'est également exprimé plus tard.

« La décision du gouvernement de droite de procéder à la plus forte augmentation de la TVA de l'histoire, combinée aux augmentations considérables des frais de santé, touchera durement de nombreux Finlandais dans leur vie quotidienne », a écrit *Lindtman* dans le réseau social de microblogage X.

Selon *Annika Saarikko*, présidente du Parti du Centre, le gouvernement continuera à rendre misérable la situation des familles avec enfants et à réduire la protection de l'enfant, les soins aux personnes âgées et les services de santé. *Saarikko* estime que le nouvel investissement de 5 millions d'euros du gouvernement dans l'enfance et la jeunesse est « tout à fait déplorable ».

Sofia Virta, présidente du parti des Verts, déclare que les décisions prises par le gouvernement dans le cadre budgétaire n'inspirent pas confiance dans la vision du gouvernement pour équilibrer l'économie finlandaise à long terme.

Li Andersson, présidente de l'Alliance de gauche, estime que le cadre budgétaire est un « message désastreux pour les personnes à faibles revenus, les malades, les étudiants et les petits entrepreneurs ». *Andersson* a aussi publié un tweet disant que « L'investissement supplémentaire de 5 millions d'euros dans le bien-être des enfants et des jeunes est, dans l'ensemble, une mauvaise blague ». *Andersson* estime aussi que la participation des personnes à hauts revenus attire l'attention.

Harry Harkimo, président de Mouvement Nyt, a critiqué le fait que les actions du gouvernement ne génèrent pas de croissance.

HS/A8

Partis politiques

Sondage

Le PSD a dépassé le Parti de la coalition nationale en tant que parti le plus populaire

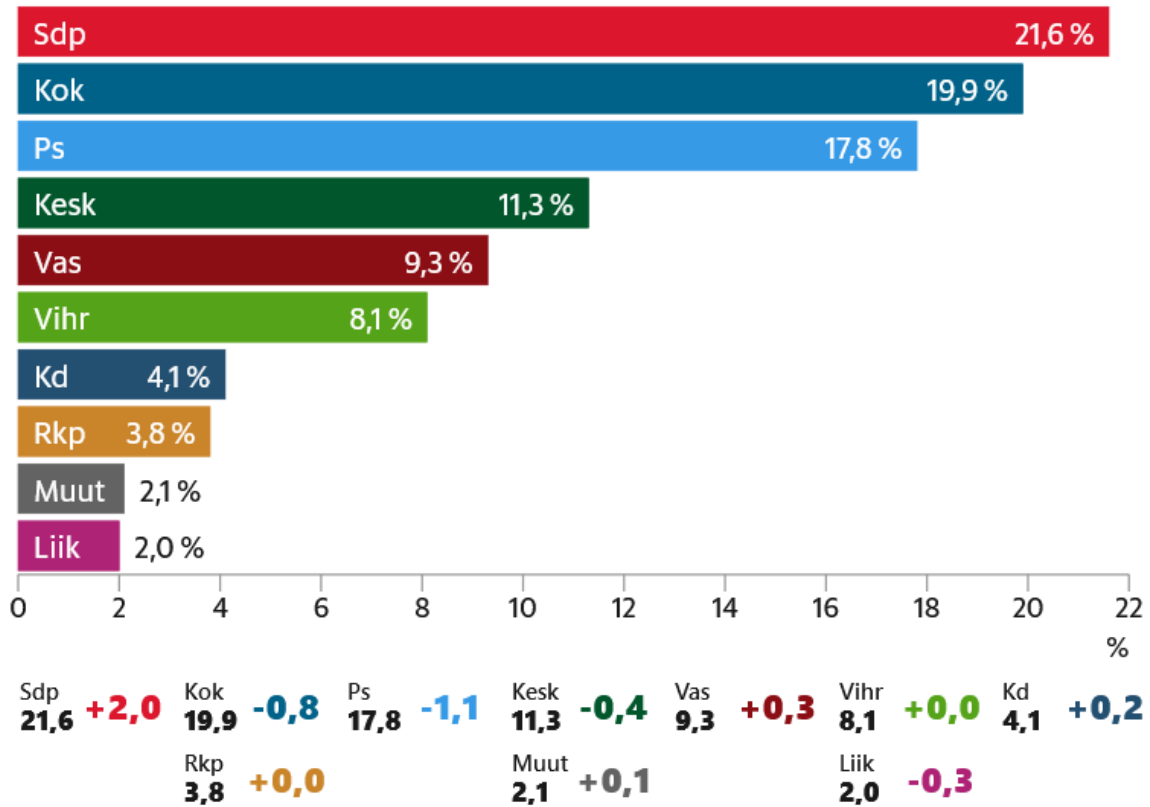
Le parti d'opposition PSD est devenu le parti le plus populaire en Finlande avec 21,6 % d'audience, selon le sondage d'avril de *Helsingin sanomat*. L'audience du parti est maintenant deux points de plus que dans le sondage précédent en mars.

Le déclin de l'audience des partis au pouvoir, le Coalition nationale et les Vrais Finlandais, se poursuit. Dans le dernier sondage, l'audience de la Coalition nationale est de 19,9 %, soit un peu moins d'un point de moins qu'en mars. L'audience des Vrais Finlandais s'est affaiblie d'un bon point et s'élève désormais à 17,8 %.

Pour les autres partis, les variations sont minimes.

Par rapport aux élections législatives, c'est l'Alliance de gauche qui a enregistré la plus forte progression. Son audience est de 9,3 % dans l'enquête d'avril, soit deux bons points de plus que lors des élections.

Les données de l'enquête ont été collectées entre le 18 mars et le 12 avril 2024. Un total de 2 226 personnes a été interrogées dans le cadre de l'enquête.



HS/A10

Société

Augmentation du nombre d'immigrés sans domicile fixe

Selon le centre de financement et de développement du logement Ara, le nombre d'immigrés qui ne disposent pas de domicile fixe est reparti à la hausse l'année dernière. Ce chiffre n'avait pas augmenté depuis 2015.

A la fin 2023, 40 % des personnes seules sans domicile dans la région de la capitale étaient des immigrés. Concernant l'ensemble du pays, les immigrés représentaient 25 % des SDF.

Concernant les familles, dans la région de la capitale, la part des immigrés est de 50 % depuis plusieurs années.

HS